



APPELER LE 111

Agence Togolaise de Presse

BULLETIN QUOTIDIEN D'INFORMATION

23 juillet 2020

LACS / ACCES A L'EAU POTABLE :

REMISE DE DEUX FORAGES AUX POPULATIONS DE GOUMOUKOPE ET KPESSE

Aného, 23 juillet (ATOP) - Une cérémonie de remise officielle de deux forages avec postes d'eau autonome aux communautés s'est déroulée le mercredi 22 juillet au Collège d'Enseignement Général (CEG) de Goumoukopé et à l'Ecole Primaire Publique (EPP) de Kpéssi dans la commune Lacs III.



Un des forages remis



M.BROOHM Djahlin, le président de l'association SDC remet le forage au bénéficiaire.

D'un coût total de 1.500.000FCFA, ces ouvrages ont été réalisés par l'association dénommée « Synergie pour le Développement Communautaire (SDC) » basée à Agbodrafo avec l'appui financier d'un groupe d'italiens notamment les anciens étudiants et des amis de Maria Catérina LAIOLO et la contribution des communautés bénéficiaires. Ils sont composés de forages d'une profondeur de 12m à Goumoukopé et de 28m à Kpéssi, d'un château en béton de 6m de hauteur chacun qui supporte un polythank d'une capacité de 1000 litres et de l'ensemble de la tuyauterie. La SDC a également offert à chaque établissement scolaire un dispositif de lavage des mains, du détergent (OMO) et du savon liquide.

Ce geste de la SDC répond aux préoccupations des populations de la commune Lacs III. Il vise à garantir aux bénéficiaires l'accès à l'eau potable et à mettre fin aux maladies hydriques telles que le choléra, la diarrhée et les vers intestinaux. Il s'agit également pour les donateurs d'accompagner le gouvernement dans l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD) et les autorités locales dans leurs efforts de lutte contre la pandémie de coronavirus (COVID-19).

Cette cérémonie a été une occasion pour les membres de l'association de sensibiliser davantage les apprenants au respect scrupuleux des mesures barrières édictées par le gouvernement en vue de freiner la propagation de la pandémie. Ces mesures sont, entre autres, le lavage régulier des mains avec de l'eau et du savon, le port obligatoire de bavettes et le respect de la distanciation physique.

Selon le secrétaire général de la SDC, Adjevi-Neglokopé Têtê cette action vise à améliorer les conditions nutritionnelles des populations surtout des élèves. Il a remercié les partenaires financiers pour leur appui qui a permis de concrétiser le projet et à tous ceux qui ont œuvré pour la réalisation des ouvrages.

M. Adjevi-Neglokopé a exhorté les bénéficiaires à faire des bijoux leurs biens personnels, à en prendre soins et à bien s'en servir en évitant le gaspillage de l'eau, une denrée vitale.

Le trésorier général de la SDC et chargé de la diaspora, Nunyakpen Bédjan Adjé a fait la genèse de l'association et relevé l'intérêt de ces ouvrages. Pour lui, au-delà de la fourniture de l'eau potable aux populations, ces forages vont contribuer aussi à la réduction de l'absentéisme scolaire en mettant fin aux corvées d'eau des enfants.

Le 2^e adjoint au maire de la commune Lacs III, Dr Gnagnon Emmanuel, le directeur du CEG Goumoukopé, Amého Kokou-Kouma et celui de l'EPP Kpessi, Dogbasseh Sassou Amétépé ont remercié les bienfaiteurs. « *Notre commune a beaucoup de défis à relever et tous les acteurs de développement qui sentent cette volonté d'engagement auront le soutien de la mairie afin que la population puisse voir ses besoins comblés* », a fait savoir Dr Gnagnon. Il a réitéré la disposition de la mairie à travailler en partenariat avec tous les acteurs de développement avant de demander aux bénéficiaires de faire un bon usage des bijoux offerts. ATOP/DK/FD

ECHOS DE LA CAPITALE

La 14^{ème} JOURNEE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS DOMESTIQUES CELEBREE A L'AGENCE WELCOME

Lomé, 23 juil. (ATOP) – La quatorzième journée internationale des travailleurs domestiques a été observée, le mercredi 22 juillet à Lomé, par l'Agence Welcome en collaboration avec le Comité national des défenseurs des droits des travailleurs domestiques du Togo et le Syndicat des travailleurs domestiques du Togo (SYNTRAD-Togo).

Placée sous le thème « *Travailleurs domestique, à l'épreuve de la pandémie de coronavirus (COVID-19)* », la célébration de cette journée au Togo permet de valoriser le travail des domestiques et d'attirer l'attention des autorités sur la réglementation dudit secteur. Elle constitue également une occasion de rassurer et de redonner de l'espoir à cette tranche de travailleurs et de drainer d'autres groupes de jeunes en quête d'emploi.

Cette célébration a été marquée par la présentation des doléances aux autorités du pays. Ces doléances sont relatives, entre autres, à la ratification de la convention 189 de l'Organisation internationale du travail (OIT) ; la réglementation du travail domestique au Togo ; la mise en place d'un cadre de professionnalisation et de protection sociale des travailleurs domestiques ; le déblocage des moyens pour le rapatriement des travailleurs domestiques togolais « laissés pour

compte » à l'étranger et surtout la prise en compte des travailleurs domestiques dans les mesures d'accompagnement prévues par les autorités en cette période de crise sanitaire due à la pandémie de COVID-19.



Vue d'ensemble des officiels



M. Assiah (en blanc) a posé avec les désignées et les récipiendaires

Cette manifestation a été aussi meublée par un exposé sur le thème retenu, une remise de kits alimentaires à dix domestiques ayant perdu leur emploi à cause des difficultés financières qu'éprouvent les employeurs en raison de la crise sanitaire. Elle a été en outre sanctionnée par la remise de prix aux quatre meilleurs travailleurs domestiques et aux quatre meilleurs employeurs de l'année 2019.

Dans la catégorie des travailleurs domestiques, Mlle Atawili Rachelle a été désignée la meilleure pour « *un bon service rendu durant deux ans, sans problèmes ce qui amené son employeur à l'appuyer financièrement dans le cadre de l'ouverture de son atelier de couture* ». Mme Témédékou Solange a, quant à elle, été désignée meilleure employeuse parmi les quatre retenues, pour sa gentillesse envers les travailleurs domestiques et pour la considération qu'elle leur accorde (prise en charge maladie gratuite surtout).

Faisant le bilan de l'année 2019, le directeur général de l'Agence Welcome, Sylvestre Assiah a indiqué que sa structure a placé 672 domestiques dont 17 garçons. « *L'agence intervient aussi dans d'autres domaines. C'est ainsi que courant l'année 2019, elle a décroché des contrats à 113 jeunes, notamment comme des agents de bureaux (secrétaires, aide comptable et réceptionnistes), des chauffeurs, des agents de boutiques, d'entretien, des jardiniers et blanchisseurs, ainsi que des gardiens* », a-t-il précisé. M. Assiah a saisi l'opportunité pour attirer l'attention des autorités sur les impacts négatifs provoqués par la COVID-19 sur le secteur du travail domestique à savoir la baisse du salaire, voire la rupture des contrats de travail pour faute de moyens. ATOP/AR/DHK

NOUVELLES DES PREFECTURES

KOZAH :

LE PROJET « PROMOTION DES FEMMES ET DES JEUNES FILLES » EXPLIQUE AUX LEADERS D'OPINIONS A KARA

Kara, 23 juil. (ATOP) - Les leaders d'opinions de la préfecture de la Kozah ont été éclairés, le mercredi 22 juillet à Kara, sur le projet « *Promotion des Femmes et des jeunes Filles des montagnes de Kabyè et ses environs (PPFF-MOK) dans les préfectures de la Kozah, Binah et de Doufelgou* ».

Cette rencontre est à l'actif de l'ONG Institut d'Etudes et Renforcement des capacités dans la Lutte contre la Pauvreté (IRLEP), bénéficiaire d'un appel à proposition du Programme de Consolidation de l'Etat et du Monde Associatif (Pro-CEMA) avec l'appui de l'Union Européenne (UE) à l'endroit des acteurs non Etatiques.



Le maire Kozah IV, Dr. Adom (au milieu) prononçant le mot d'ouverture



L'assistance attentive

Ce projet, d'une durée de six mois, a pour objectif de sensibiliser les leaders d'opinions notamment les préfets, les maires, les chefs traditionnels, les comités de développement, les leaders religieux, les responsables des partis politiques ainsi que les groupements de femmes à prendre des initiatives diverses en faveur de la participation politique des femmes et des filles. Il est également question pour l'ONG IRLEP de créer des cadres de concertations multi-acteurs en vue de favoriser une meilleure insertion des femmes et des filles du milieu dans la vie politique ainsi qu'à la gestion des affaires locales pour l'amélioration de leur statut.

Les activités du projet sont, entre autres, la pré mobilisation des acteurs ; les ateliers préfectoraux ; l'atelier inter-préfecture ; la sensibilisation communautaire axée sur les stratégies de lutte contre les violences basées sur le genre et sur la participation des femmes et des filles à la vie politique et à la gestion des affaires locales ; les émissions radios ainsi qu'un atelier d'auto-évaluation participative. Le projet va toucher environs 365000 personnes des 38 cantons et 09 mairies des préfectures de la Kozah, de la Binah et de Doufelgou.

Pour la directrice exécutive de l'ONG IRLEP, Mme Awate Ouma Yana le projet est organisé dans ces différentes préfectures pour non seulement promouvoir la participation politique de la femme et de la fille, mais aussi les amener à s'engager et à s'impliquer elles-mêmes dans des actions de lobbying et de plaidoyer pour leur propre cause. Cette gent féminine doit, selon elle, s'affranchir des obstacles à leur épanouissement en occupant des postes de responsabilités et les exercer avec succès au même titre que les hommes. « *Les femmes et filles des préfectures ciblées doivent ainsi prendre réellement part aux prises de décisions à différents niveaux dans le processus de développement, dans la vie politique et dans la gestion des affaires locales* », a-t-elle ajouté.

L'expert genre au Pro-CEMA, Mme Amouzou Kpogan Afi a déploré le fait que les femmes et les filles sont souvent victimes de plusieurs formes de discriminations et de violences du fait de la méconnaissance des textes en vigueur sur l'égalité genres et des droits des femmes et des filles par des communautés. Raison pour laquelle, d'après lui, son institution a accepté favorablement soutenir l'ONG IRLEP dans la réalisation de son projet en vue de réduire cette inégalité.

Le maire de Kozah IV, Adom Simféyilé a salué l'initiative de l'ONG et son partenaire et s'est réjoui du choix porté sur la préfecture de la Kozah afin d'abriter cette importante rencontre. Cette assise, selon lui, vient en appui aux efforts du gouvernement en matière de la préservation et de la promotion de l'équité genre et des droits des femmes et des filles au Togo. Il a convié les participants à relayer les informations au fin de l'amélioration du statut de la femme pour une réduction des inégalités. ATOP/BAK/MG

DOUFELGOU :**INAUGURATION D'UN BATIMENT SCOLAIRE EQUIPE EN MOBILIER
ET D'UN BLOC SANITAIRE A L'EPP ATCHAKALAO**

Niamtougou, 23 juil. (ATOP) - Un bâtiment scolaire de quatre classes équipé en mobilier et doté d'un bloc sanitaire moderne a été inauguré, le mercredi 22 juillet à l'EPP du village d'Atchakalao, dans le canton de Tchore, situé dans la commune Doufelgou III.



Mme Yassim Abla coupant le ruban symbolique



Vue partielle du nouveau joyau

Ce joyau est l'œuvre de l'ONG « OSSARA » qui signifie « *Tout est bien* » basée en Hambourg en Allemagne. Cette ONG qui a une représentation au Togo est appuyée financièrement dans ces actions par ses partenaires, notamment, « Dres Zesewitz », la Fondation « Reiner Meusch Stiftung Fly » et « Help ».

Cet ouvrage, exécuté en trois mois par l'entreprise « NGCBTP », comprend quatre salles de classes équipées de bancs, de tables et de chaises. Il dispose également d'un bureau pour le directeur, d'un magasin et d'un bloc sanitaire moderne de quatre cabines dont une pour les personnes handicapées.

Cette action vise à assurer l'accès de tous à une éducation de qualité et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie conformément au quatrième Objectif de Développement Durable (ODD). Il s'agit aussi d'améliorer la qualité de l'éducation et le bien-être de la population dans ladite localité, d'offrir à cette école un cadre d'éducation plus approprié et sécurisé, d'encourager la scolarisation des enfants dans le village et améliorer le rendement des apprenants.

La cérémonie inaugurale a été présidée par le maire de la commune Doufelgou III, Mme Yassim Abla. C'était en présence des autorités administratives, civiles, militaires et traditionnelles de la localité.

En coupant le ruban symbolique, le maire a remercié l'ONG OSSARA et ses partenaires qui l'accompagnent dans cette initiative qui va contribuer à relever le niveau de fréquentation des apprenants et offrir plus tard des cadres à cette localité. Mme Yassim a précisé que cette action cadre avec la vision des autorités politiques du pays, celle de faire de l'école togolaise une référence en brisant le déséquilibre entre l'école urbaine et celle rurale. Mme Yassim a exhorté la population et les apprenants à en faire bon usage pour attirer d'autres ONG à emboîter le pas de l'ONG OSSARA.

Le chef de projet, Tagba Gaétan a témoigné sa gratitude à ceux qui ont contribué à la réalisation de ce joyau particulièrement au chef canton de Tchore, grâce à qui ce projet a été possible et à la population pour son dynamisme et engagement. Il a invité les bénéficiaires à faire bon usage de cet édifice pour qu'il profite aux générations futures.

Le directeur de l'EPP Atchakalao, Yaba Koyansaga a exprimé sa satisfaction pour ce joyau qui permettra à cette école de rompre avec les cauchemars des intempéries qui rendaient le travail

difficile. Cette nouvelle infrastructure permettra également, selon lui, d'améliorer l'accès et surtout la qualité du système éducatif de ladite communauté pour répondre à l'un des objectifs du Plan Sectoriel de l'Education (PSE).

La cérémonie a pris fin par la remise d'un carton de 10 boîtes de craie par le chef de projets de l'ONG OSSARA au directeur de l'école et la mise en terre d'un plant par le maire.

Créée en 2017, l'ONG OSSARA intervient dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la formation professionnelle et de la diversité culturelle. Elle a, à son actif, plusieurs réalisations dans la préfecture et dans d'autres localités du pays.

ATOP/BN/SED

ZIO/ PROTECTION DES FEMMES :

DES LEADERS COMMUNAUTAIRES FORMES A LILIGODO



Participants à l'atelier d'Inades-Formation

« Alliance pour le Développement de Liligodo » (ADL). Cette rencontre s'inscrit dans le projet « *Mise en place de comité de veille, de sensibilisation et de vulgarisation des instruments de l'égalité de genre au Togo dans la zone Liligodo* »

Tsévié, 23 juil. (ATOP) – Des autorités traditionnelles, administratives et des leaders d'opinion ont été formés, du 20 au 23 juillet, sur les instruments de protection des femmes et filles en matière d'égalité genre dans des villages de Liligodo ou le canton de Gbatopé, à une dizaine de kilomètres à l'est de Tsévié.

Initié par Inades-Formation, avec l'appui financier de l'Union européenne (UE), cet atelier de formation a regroupé la chefferie traditionnelle, le comité cantonal, les comités villageois de développement, les comités de gestion des groupes organisés, les enseignants, les leaders communautaires et l'association

L'objectif est de contribuer à la promotion de l'égalité de genre à travers la vulgarisation des instruments de protection des femmes et des filles par une veille active des leaders d'opinion au sein de la communauté. Cette action consiste également à renforcer les capacités des bénéficiaires en la matière et susciter l'engagement des communautés à la réduction des cas de violences, des mariages précoces, du lévirat et des pratiques avilissantes des rites de veuvage, faites aux femmes et aux filles.

Au cours de ces assises, les différentes cibles ont été successivement formées en ateliers et en plénières sur le concept genre ainsi que sur le cadre juridique de la question du genre. Un comité de veille a été mis en place dans la zone Liligodo.

La directrice d'Inades-Formation, Mme Sélom Adoussi Houetognon a rappelé les différentes actions menées dans la zone avec les communautés et la vision en vue d'enlever les handicaps qui entravent l'épanouissement des femmes rurales dans le milieu. Elle a invité le comité de veille à collaborer avec les chefs des villages et les autorités locales pour un bon aboutissement du projet.

La 1^{ère} adjointe au maire de la commune Zio I, Mme Lawson Mienso Mablé a appelé les femmes participantes à profiter au maximum de cette formation qui leur permettra de s'épanouir. Elle a demandé à tous les bénéficiaires de valoriser la gent féminine dans tous les domaines de la vie. ATOP/AKM/DHK

MECANISATION DE L'AGRICULTURE TOGOLAISE:**LA COOPERATIVE NATIONALE DES SERVICES AGRICOLES DU TOGO
VOIT LE JOUR A TSEVIE**

Tsévié, 23 juil. (ATOP) - La Coopérative nationale des services agricoles du Togo (CONSATO) a été portée sur les fonts baptismaux, au cours d'une assemblée générale constitutive tenue, le samedi 18 juillet à Agbélouvé, à 35 km au nord de Tsévié.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la modernisation de l'agriculture togolaise à travers la mécanisation exprimée dans l'axe 2 du Plan national de développement (PND) qui entend faire du secteur agricole, un pôle d'autosuffisance alimentaire et pourvoyeur d'emplois. L'objectif est de créer un réseau des tractoristes et conducteurs d'engins agricoles afin

de faire d'eux, des prestataires de services au profit des producteurs agricoles. Il s'agit aussi de se créer un système d'entrepreneuriat agricole qui se chargera des activités agricoles depuis le labour jusqu'à la récolte en passant par le semis et le sarclage.

Au cours de cette rencontre, les délégués régionaux ont étudié et adopté les statuts et le règlement intérieur. Ils ont également élu les membres du conseil d'administration et du comité de surveillance présidés respectivement par MM. Tchakondo Abdoul-Karibou et Télou Diame Joseph.

A l'ouverture des travaux, le maire de la commune Zio III, Djéné Atsou Kofi s'est réjoui de la création d'une coopérative des services agricoles à caractère entrepreneurial qui viendra appuyer les producteurs agricoles dans la mécanisation de leurs activités.

M. Djéné a rappelé l'importance que le gouvernement accorde à l'agriculture dans l'axe 2 du PND et à travers les différents projets et programmes.

La conseillère du Mécanisme incitatif de financement agricole fondé sur le partage des risques (MIFA), Mme Tchéou Bèlè Priscilla et le chef agence ICAT Zio-Nord, Poukre Julien, ont salué cette initiative qui facilitera les activités dans le secteur agricole. Ils ont fait valoir que leurs structures respectives apporteront leurs soutiens aux différents acteurs du secteur agricole pour sa valorisation.

ATOP/AKM/DHK



Les membres de CONSATO en photo de famille

OPERATION DE REBOISEMENT DANS LE VILLAGE D'AVEDJE

Tsévié, 23 juil. (ATOP) - L'ONG «Les Chrysalides d'Afrique» et les organisations de femmes du village d'Avédjé, à 45 kilomètres au nord-est de Tsévié, ont reboisé plusieurs endroits du village d'Avédjé le dimanche 19 juillet.

Cette opération répond à la politique du gouvernement en matière de reboisement. Elle permettra de créer des espaces verts en vue de combattre la désertification et les changements climatiques.

Cette action a vu la participation d'une quarantaine de femmes appuyée par la représentante de « Les Chrysalides d'Afrique », Mme Aké Abla Rosaline, le conseiller municipal de la commune Zio III, Houngou Florentin et des autorités locales. Ils ont mis en terre plus de 200 plants de diverses espèces dans la cour de l'infirmerie, du Collège d'Enseignement Général (CEG) et au bord des rues.

Après avoir exprimé sa satisfaction face à la mobilisation des femmes, Mme Aké a invité celles-ci à veiller à l'entretien des plants en mettant au propre leurs pourtours et en les arrosant pendant la saison sèche. Elle leur a demandé d'œuvrer pour l'épanouissement de leur village, car « la femme est la lanterne qui éclaire une communauté ».



Lancement de l'action de reboisement à Avédjé



Les femmes d'Avédjé reboisent leur infirmerie

Le conseiller municipal Hounguès s'est félicité des actions que mènent ces femmes dans le village. Il a souhaité une plus grande mobilisation de toutes les femmes pour des actions plus étendues.

ATOP/AKM/MG

AGOE-NYIVE/ COVID-19 :

DU MATERIEL DE PROTECTION AUX ECOLES D'AGOE-NYIVE VI



*Le président de l'association CEDH (en manche longue bleue)
remettant le kit au bénéficiaire*

Agoè-nyivé, 23 juil. (ATOP) – L'association Cercle des Engagés pour un Développement Harmonieux (CEDH) a offert, le mercredi 22 juillet, du matériel de protection contre la pandémie de coronavirus (COVID-19) à vingt établissements scolaires de la commune Agoè-Nyivé VI.

Ce don qui sera distribué via une tournée dans les établissements bénéficiaires est composé de savons liquides, de bavettes et d'affiches de sensibilisation sur les mesures barrières. A travers ce geste, le CEDH vient appuyer les efforts du gouvernement dans la lutte contre la pandémie.

Les établissements bénéficiaires sont l'Ecole primaire évangélique de Tonuokouti, l'Ecole Centrale, le Lycée d'Adeticopé, le CS Notre Dame Devimé, l'EPC Adoglové, le CEG Adoglové, l'EPL Adoglové, l'EPL Trésor Adoglové, l'EPP Dzové, l'EPC Lomégnokopé, le CEG Tsivié, l'EPP Tsivié, le CEG Kpotavé, le CS La Main de Dieu, l'EPP Tsikplonoukondji, l'EPP Kladjamé, le CEG Kladjamé, le CEG Ayayi, l'EPP central B et C.

La tournée de remise qui sera couplée dans chaque école de séance de sensibilisation des apprenants sur la COVID-19 et la nécessité pour eux de respecter des mesures barrières pour être à l'abri du virus a démarré à l'Ecole primaire évangélique de Tonuokouti. Là, le président du CEDH, Agbalégnon Mawussi a informé les élèves sur les modes de contamination et les symptômes de

cette maladie qui a déjà tué, par faute de remède ou vaccin, des milliers personnes dans le monde dont seize au Togo à ce jour. Il a exhorté ses interlocuteurs à respecter les mesures barrières, entre autres, se laver régulièrement les mains avec de l'eau et du savon, porter les bavettes, tousser ou éternuer dans le pli du coude, saluer sans se serrer la main, éviter les accolades et embrassades et respecter la distanciation physique qui est d'au moins un mètre afin de se protéger et protéger les autres.

M. Agbalégnon a profité de l'occasion pour souhaiter une bonne chance aux élèves qui se préparent pour les différents examens.

Le directeur de l'Ecole primaire évangélique de TONUOKOUTI, Lagouda Komlan a remercié les donateurs. Il a souhaité que d'autres bienfaiteurs leur emboîtent le pas.

ATOP/ ASA/MG

OUVERTURE DE LA 2^E SESSION ORDINAIRE DE L'ANNEE 2020 DES COMMUNES KOZAH II ET HAHO II

Lomé, 23 juil. (ATOP) - Les travaux de la deuxième session ordinaire de l'année 2020 des communes Kozah II et Haho II, ont été ouverts, le mercredi 22 juillet, respectivement à Pya (Kozah) et à Asrama (Notsè).

* **Dans la Kozah II**, les conseillers municipaux et autres acteurs, vont procéder pendant 10 jours à l'examen et à la validation du plan prioritaire de la commune. Ils examineront également les questions liées au plan de développement communal, à la conception et à la mise en œuvre des projets de développement et des infrastructures socio-économiques.

Pour le maire de Kozah II, Mme Kabia-Lem Kossiwa les besoins de sa commune sont vastes et les défis se posent aux acteurs communaux avec diligence et de nombreuses pistes devront être explorées et examinées pour l'émergence de la commune. Elle a indiqué que la mobilisation des ressources s'avère très fondamentale afin de financer plusieurs projets et programmes élaborés au bénéfice de la population.



Les conseillers et les invité à pied d'œuvre à Notsè



Le Maire (à droite) prononçant son discours d'ouverture à Kara

***Dans le Haho II**, cette deuxième session des conseillers a permis après l'ouverture des travaux, de présenter au public les conditions d'exécution du compte du 2^{ème} trimestre de l'année 2020 des élus locaux afin de rechercher ensemble les voies et moyens pour répondre au mieux au budget prévisionnel de 2020.

Il ressort des présentations que le compte administratif gestion 2020 s'équilibre en recettes et en dépenses à la somme de 65. 966 093 F CFA et seulement une somme de 8. 828 224 F CFA a été recouvrée à la date du 30 juin 2020 avec 2. 058 407 F CFA de mandats en attente d'exécution tandis que les dépenses s'élevaient à la somme de 10.047. 245 F CFA avec un déficit de 839 386 F CFA.

A en croire le secrétaire général de la commune, Gbologa Koffitse la faible mobilisation des ressources financières et la masse salariale qui représente 52 % des dépenses ont contraint la commune à ne réaliser qu'une somme de 8.828.224 F CFA au 2^{ème} trimestre de l'année sur des prévisions annuelles de 52.772.874 F CFA dans le volet fonctionnement et de 13.193.219 F CFA en investissement et équipements.

A l'ouverture de la session, le secrétaire général de la préfecture de Haho, Assila Koumedjina Komla a exhorté les élus locaux à plus d'ardeur et d'imagination en matière de recouvrement des recettes. Pour lui, l'élu doit être un décideur, un mobilisateur, un communicateur, un négociateur, un fédérateur et un catalyseur des énergies de sa localité dans le cadre de la décentralisation.

Le maire de Haho II, Sossou Ayidote a expliqué à l'assistance les grandes lignes du compte communal du 2^{ème} trimestre et invité les conseillers à apporter leur contribution pour la bonne gestion des recettes. Il a rassuré que des mesures sont prises pour mieux faire au 3^{ème} trimestre en vue du développement de la commune.

L'étude et adoption du programme de la session, l'adoption du Procès-verbal (PV) de la dernière session et la lecture du cahier de charge des commissions permanentes étaient aussi à l'agenda à l'ouverture de cette session qui prendra fin le mardi 28 juillet prochain.

ATOP/SED

NOUVELLES DE L'ETRANGER

(COVID-19) LE BRESIL ENREGISTRE UN RECORD DE 67.860 NOUVEAUX CAS EN UN JOUR

Rio De Janeiro, (Xinhua) - Le Brésil a enregistré le mercredi 22 juillet un record de 67.860 nouveaux cas de COVID-19 au cours des 24 dernières heures, ce qui porte le nombre total d'infections à 2.227.514.

Selon le ministère de la Santé, ce nouveau record a dépassé de loin le précédent, établi le 16 juin avec 45.241 nouveaux cas.

Le nombre de décès dus au COVID-19 dans le pays est passé à 82.771 après la mort de 1.284 patients supplémentaires au cours de la même période.

Le ministère a ajouté que 3.795 autres décès soupçonnés d'être liés au COVID-19 n'ont pas encore été vérifiés.

Le Brésil est le deuxième pays le plus touché par le COVID-19, après les Etats-Unis, à la fois en nombre de cas et de décès.

L'Etat de São Paulo (sud-est), le plus peuplé, constitue l'épicentre de l'épidémie dans ce pays d'Amérique latine. XINHUA

WASHINGTON DECRETE LE PORT DU MASQUE OBLIGATOIRE EN EXTERIEUR

WASHINGTON, (Xinhua) - La maire de Washington DC, Muriel Bowser, a émis le mercredi 22 juillet un décret rendant obligatoire le port du masque à l'extérieur pour les résidents de la capitale américaine.

"Pour résumer, (...) si vous sortez de chez vous, vous devriez porter un masque", a expliqué Mme Bowser aux journalistes lors d'une conférence de presse.

Le décret, qui prévoit des amendes allant jusqu'à 1.000 dollars en cas d'infraction, ne s'applique pas aux enfants de moins de trois ans, ni aux personnes en train de manger et de boire, ni à celles qui se livrent à un exercice physique intensif à l'extérieur sans s'approcher de qui que ce soit.

La maire a également fait connaître son intention de prolonger l'état d'urgence dans sa circonscription, qui a récemment constaté une augmentation de nombre d'infections au nouveau coronavirus tandis que la ville se prépare à poursuivre son déconfinement.

Outre la capitale américaine, une quarantaine d'Etats ainsi que le territoire de Porto Rico ont aussi mis en place leurs propres décrets sur l'obligation du port du masque.

XINHUA

LA DEMANDE AMERICAINE DE FERMER LE CONSULAT GENERAL DE CHINE A HOUSTON EST UNE "PROVOCATION POLITIQUE" (AMBASSADE DE CHINE)

WASHINGTON, (Xinhua) - La demande du gouvernement américain de fermer le consulat général de Chine à Houston est une "provocation politique" et un "geste scandaleux et injustifié qui sabote les relations sino-américaines", a déclaré mercredi 22 juillet l'ambassade de Chine aux Etats-Unis.

"Les Etats-Unis ont brusquement exigé que le consulat général de Chine à Houston cesse toutes ses opérations et événements dans un délai imparti.

Il s'agit d'une provocation politique lancée unilatéralement par la partie américaine, qui viole gravement le droit international, les normes fondamentales régissant les relations internationales et l'accord consulaire bilatéral entre la Chine et les Etats-Unis", a-t-elle indiqué dans un communiqué.

"La Chine condamne et s'oppose fermement à une décision aussi scandaleuse et injustifiée qui sabote les relations sino-américaines", a affirmé l'ambassade, notant que la Chine est attachée au principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des autres pays.

Au fil des ans, les missions diplomatiques chinoises aux Etats-Unis, y compris le consulat général à Houston, ont exercé leurs fonctions dans le strict respect de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques et de la Convention de Vienne sur les relations consulaires, et se consacrent à promouvoir l'échange et la coopération entre les deux pays ainsi qu'à faire progresser la compréhension mutuelle et l'amitié entre les deux peuples, a-t-elle ajouté.

"Les accusations des Etats-Unis sont des fabrications sans fondement, et les excuses citées par eux aussi farfelues qu'intenables. La partie américaine, si elle est déterminée à accuser la Chine, n'est jamais à court d'excuses", a dénoncé la représentation diplomatique.

En ce qui concerne la réciprocité, la Chine a accordé des facilités aux missions diplomatiques et au personnel américains, conformément aux Conventions de Vienne sur les relations diplomatiques et sur les relations consulaires, a rappelé l'ambassade, ajoutant: "En revanche, les Etats-Unis ont imposé des restrictions injustifiées au personnel diplomatique chinois en octobre dernier et en juin, et ont à plusieurs reprises ouvert sans scrupule les valises diplomatiques de la Chine et saisi ses biens officiels".

"En raison de la stigmatisation délibérée et imprudente ainsi que de l'attisement de la haine par la partie américaine, l'ambassade de Chine aux Etats-Unis a reçu plus d'une fois des menaces contre la sécurité de ses missions diplomatiques et de son personnel", a-t-elle révélé.

La partie américaine a plus de missions et de personnel diplomatiques et consulaires en Chine que la Chine n'en a aux Etats-Unis, un autre domaine où le principe de réciprocité n'est pas reflété. "La décision de la partie américaine ne fera que se retourner contre elle", a estimé l'ambassade.

"Nous exhortons la partie américaine à révoquer immédiatement cette décision erronée. Sinon, la Chine devra répondre par des actions légitimes et nécessaires", a-t-elle déclaré. XINHUA

MALI:

LA CEDEAO ET DES PRESIDENTS AFRICAINS PORTENT L'ESPOIR D'UNE RESOLUTION DE LA CRISE

Bamako, (RFI) - Au Mali, cinq chefs d'État ouest-africains sont attendus à Bamako pour tenter de résoudre la crise malienne. Une mission dirigée par le président en exercice de la Cedeao Mahamadou Issoufou. Malgré la mission de la semaine dernière, aucun accord entre pouvoir et opposition n'a encore été trouvé. Ce jeudi 23 juillet, alors que les Maliens espèrent une résolution de la crise, il faudra trouver un compromis et mettre toutes les parties d'accord sur le plan politique mais aussi sur le plan institutionnel.

Outre la crise politique, car le Mali n'a plus de gouvernement depuis une quarantaine de jours, l'imbroglio institutionnel ne semble pas résolu. La Cour constitutionnelle continue de cristalliser les tensions. Depuis qu'elle a invalidé une partie des résultats des élections législatives en mai, favorisant, selon l'opposition, la majorité présidentielle, 31 députés continuent de réclamer qu'on les rétablisse dans leur siège. C'est d'ailleurs l'une des recommandations de la Cédéao mais à ce jour, la question du comment reste entière.

La Cour constitutionnelle, dissoute par le président IBK, n'a toujours pas à ce stade de nouveaux membres.

Régler le contentieux électoral pour résoudre la crise

Dans une lettre adressée au président de la République, Manassa Danioko, la présidente contestée de la Cour, a d'ailleurs dénoncé le décret d'abrogation des magistrats en le présentant comme une violation de la constitution par le président IBK. « *L'article 37 de la loi organique empêche toute destitution non motivée. Or les motifs invoqués ne sont pas établis en ce moment* » soutient Ibrahim Sangho, analyste électoral.

Alors comment faire pour que la nomination des nouveaux membres soit légale? Le débat s'est imposé au sein de la profession. Pourtant, leur nomination presse car ce sont eux qui sont censés régler le contentieux électoral au cœur de la crise actuelle.

« Nous voulons la paix »

En attendant, les Maliens fondent beaucoup d'espoir dans la venue des chefs d'États. Lorsqu'on interroge les Maliens sur les attentes, une seule phrase revient : « *Nous voulons la paix* ». Et la paix passe par quoi ? Là, les avis divergent. Le discours des opposants et de leurs partisans est connu: démission du président de la République et bonne gouvernance. Les fidèles du pouvoir, eux, affirment : « *on peut revendiquer mais sans manifester dans les rues et sans poser des barricades ou enflammer des pneus* ».

A Bamako, tout le monde espère beaucoup de la venue de plusieurs chefs d'États ce jeudi. Les habitants de la capitale malienne rêvent d'une paix définitive. « *Il ne faut pas que l'on règle le problème et que cela recommence quelques semaines après* », confie un habitant de la rive droite du fleuve Niger. D'autres personnes interrogées, qui refusent d'être dans un camp, ont leurs opinions. Pour elles, les chefs d'États attendus ne doivent pas venir en syndicalistes, mais dire la vérité à l'opposition mais également au président.

Les cinq chefs d'États de la sous-région ne viennent pas à Bamako pour négocier un nouvel accord. Leur document de travail sera celui préparé par la mission de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'ouest. La démission du président malien réclamé par l'opposition ne figure pas dans les recommandations de l'institution sous-régionale. D'après nos informations, l'opposition n'insiste plus d'ailleurs sur cette démission. Mais dans un document, elle réclame le départ du Premier ministre Boubou Cissé. « *C'est non négociable* », insiste un opposant. RFI

CENTRAFRIQUE :**OFFENSIVE CONTRE LE GROUPE ARME 3R DANS L'OUEST DU PAYS**

La Minusca a relancé ses opérations conjointes avec l'armée centrafricaine contre le mouvement 3R. Depuis plusieurs semaines, le groupe armé, signataire de l'accord de paix sous la direction d'Abbas Sidiki, avait opéré une extension de son influence sur l'ensemble de l'ouest du pays. L'opération de la Minusca, nommée « A la Londo » (« dégagez-vous ») lancée en juin, s'accélère donc et a été couronnée par une prise importante ce mercredi.

La Minusca annonce avoir repris la ville de Nyem ce mercredi, célèbre commune d'élevage. Une perte importante pour le mouvement 3R, qui vit notamment de la taxation sur la transhumance. La Minusca déclare aussi avoir neutralisé trois éléments alors que les casques bleus repoussaient une attaque à Gedze. La mission dit avoir récupéré au cours de ses différentes opérations armes, munitions et motos.

L'objectif de l'opération « A la Londo » est de pousser les 3R à se replier vers leur fief de Kouï, car le groupe n'a eu de cesse d'étendre sa zone de contrôle ces derniers mois. Des éléments de Sidiki Abbas ont même été vus pour la première fois dans les préfectures de la Lobaye ou de l'Ombella Mpoko.

Ils ont par ailleurs poursuivi leurs diverses activités de taxation, mais aussi intensifié leurs activités minières, précise le dernier rapport des experts de l'ONU.

Sidiki Abbas a repris le maquis au mois de mai après avoir subi des menaces de la part des autorités affirme-t-il, sans pour autant quitter officiellement l'accord de paix signé en février de l'année dernière. Mais les attaques et violations du groupe se sont multipliées ces dernières semaines, indique la Minusca, qui considère les 3R comme le groupe actuellement le plus actif dans le pays.

Rappelons qu'un casque casque bleu rwandais a été tué, le 13 juillet, lors de l'attaque de Gedze. RFI

VIOLENCES POLICIERES AUX ETATS-UNIS:**DES MAMANS POUR PROTEGER LES MANIFESTANTS**

Portland, (RFI) - Près de deux mois après la mort de George Floyd, les manifestations continuent à Portland pour dénoncer les violences policières, avec parfois des débordements pendant la nuit. Critiquant le laxisme des autorités démocrates locales, Donald Trump a décidé d'envoyer des agents fédéraux sur place pour protéger notamment le palais de justice. En réponse, des mères forment des barricades humaines pour protéger ces derniers.

« Donald Trump voulait un mur », mais sans doute pas celui-là, pouvait-on entendre lors des dernières manifestations à Portland. Car ces mères de famille, qui étaient quelques dizaines ce week-end, étaient plusieurs centaines mercredi 22 juillet à former une barricade humaine et protéger les manifestants. Elles se réunissent au bord du fleuve, tout près de là où se tient une manifestation quotidienne contre les violences policières.

Les craintes de violences policières se sont en effet empirées lorsque Donald Trump a dévoilé mercredi 22 juillet un plan prévoyant le déploiement d'agents fédéraux dans plusieurs villes américaines, comme Chicago, Alburquerque, afin de lutter contre les crimes violents. À Portland, dans l'Oregon, des agents fédéraux ont été déployés dans ce but, mais ont été accusés d'emmener de force des manifestants dans des camionnettes banalisées.

S'exprimant au cours d'un événement à la Maison blanche au côté de William Barr, l'Attorney General (ministre fédéral de la Justice), Donald Trump a présenté une extension de son programme « Opération légende », qui prévoit le soutien d'agents fédéraux pour faire face aux

violences. « *Nous n'avons pas d'autre choix que de nous impliquer* » en envoyant davantage d'agents fédéraux dans les « *communautés américaines minées par les crimes violents* », a-t-il dit, mettant en avant le nombre croissant de personnes tuées dans certaines grandes villes des États-Unis. « *Ce bain de sang doit s'arrêter. Il va prendre fin* », a ajouté Trump.

Casque de vélo sur la tête, t-shirt jaune, elles sont placées dans les premiers rangs avec l'espoir que les agents fédéraux déployés pour protéger le palais de justice de Portland ne les attaqueront pas en cas de débordement. L'idée est aussi de prouver qu'il n'y a pas que des anarchistes violents présents aux manifestations, comme le prétend la Maison Blanche.

Ces mamans ont toutefois créé un paradoxe : elles ont attiré l'attention des médias et peut-être éclipsé le mouvement Black Lives Matter. Alors mercredi, les leaders du groupe leur ont demandé d'éviter de parler aux médias. RFI

SPORTS

PSG :

LE QATAR A TRANSMIS SES ORDRES AUX DIRIGEANTS POUR L'AVENIR DE MBAPPE

Paris (Maxifoot)-Les propriétaires qataris du Paris Saint-Germain souhaitent conserver Kylian Mbappé pendant encore plusieurs années. Des ordres ont été transmis aux dirigeants parisiens, qui doivent désormais convaincre l'attaquant français de prolonger.

Je suis là. Je suis dans le projet pour une 4e année. Les 50 ans du PSG, c'est une année importante pour le club, pour les supporters, pour tout le monde. Je vais donner le meilleur de moi-même et essayer de ramener des trophées avec l'équipe.» Mardi, Kylian Mbappé a confirmé ce dont tout le monde se doutait déjà : l'attaquant de 21 ans restera au Paris Saint-Germain cet été.

Le Qatar veut garder Mbappé jusqu'en 2022

Maintenant, la grande question est de savoir jusqu'à quand l'international français continuera son aventure parisienne. Du côté des propriétaires qataris du club de la capitale, c'est très clair. Comme l'explique Le Parisien, le Qatar «s'attend au moins à boucler les trois prochaines saisons, jusqu'au Mondial organisé dans son pays (en novembre-décembre 2022, ndlr), avec Mbappé au PSG». Et les ordres ont été transmis aux dirigeants parisiens. Conserver l'international français jusqu'à la prochaine Coupe du monde impliquerait une prolongation de son contrat qui se termine en juin 2022. Cette prolongation est un dossier prioritaire à Paris car elle déterminera aussi son avenir à plus court terme. Sans une extension de bail dans les prochains mois, un départ l'été prochain deviendrait une hypothèse plus que probable. En effet, Paris ne prendra pas le risque de garder Mbappé à un an de la fin de son contrat, sachant qu'il pourra alors partir gratuitement l'été suivant.

Mbappé n'est pas fermé à l'idée de prolonger

Si Paris veut prolonger Mbappé pour en profiter le plus longtemps possible, l'aspect financier entre aussi en ligne de compte. Toujours d'après le quotidien régional, le Paris SG vise une vente record en cas de départ : un montant compris entre 250 et 300 millions d'euros. Cela ne sera possible qu'avec une prolongation. Reste désormais aux dirigeants parisiens à convaincre le champion du monde qui «n'est pas fermé à l'idée d'une prolongation, qui par nature sera courte», précisent nos confrères.

MAXIFOOT



REAL :

ZIDANE, UN PACTE AVEC PEREZ

Madrid (Maxifoot)-Sous contrat avec le Real Madrid jusqu'en juin 2022, l'entraîneur Zinédine Zidane sera bien sur le banc des Merengue pour la saison 2020-2021. Peu importe le dénouement de la Ligue des Champions en août, le président madrilène Florentino Pérez a pris la décision logique de conserver le technicien français après le récent sacre en Liga selon les informations du quotidien Marca ce jeudi.

Et surtout, de son côté, Zidane, malgré les nombreuses rumeurs liées à son avenir au cours de cet exercice, s'est aussi engagé à rester. Contrairement à son premier départ à l'été 2018, le Tricolore ne ressent aucune lassitude dans son travail et a donc passé un pacte avec son boss pour poursuivre l'aventure. Une excellente nouvelle pour la Maison Blanche.

MAXIFOOT

Copyright, ATOP. Tous droits réservés

